

Avant-projet de décret de la Communauté française portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté flamande, la Communauté française et la Commission communautaire commune relatif à l'accueil des enfants à Bruxelles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

ARRÊTE :

La Ministre de l'Enfance est chargée de déposer au Parlement de la Communauté française le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}

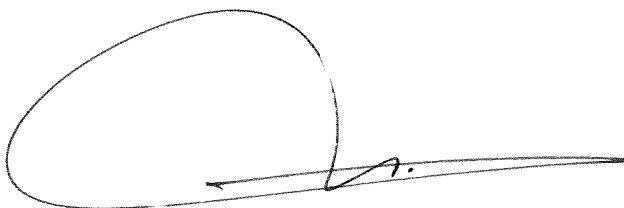
Il est donné assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté flamande, la Communauté française et la Commission communautaire commune relatif à l'accueil des enfants à Bruxelles.

Bruxelles, le

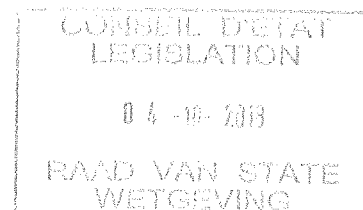
Le Ministre-Président,

Rudy DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,



Alda GREOLI



Avant-projet de décret de la Communauté française portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté flamande, la Communauté française et la Commission communautaire commune relatif à l'accueil des enfants à Bruxelles

Exposé des motifs

La matière de l'accueil d'enfants relève de la politique familiale, relevant du domaine de l'aide aux personnes visée à l'article 5, § 1, II, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et relève donc des matières personnalisables visées à l'article 128 § 1 de la Constitution.

En vertu de l'article 128, § 2, de la Constitution, les Communautés flamande et française sont compétentes dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale concernant les matières personnalisables à l'égard des institutions qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre Communauté.

En vertu de l'article 135 de la Constitution, combiné avec l'article 128, § 2, de la Constitution, la Commission communautaire commune est compétente dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale pour les matières personnalisables qui ne sont pas dévolues à la Communauté flamande ou française, ce qui signifie qu'elle est compétente pour édicter des dispositions qui sont directement applicables aux personnes physiques, ainsi que des dispositions qui sont applicables aux institutions qui ne peuvent pas, en vertu de leur organisation, être considérées comme appartenant exclusivement soit à la Communauté flamande soit à la Communauté française (les institutions dites bicommunautaires).

Jusqu'à présent il n'existait que la réglementation de la Communauté flamande et de la Communauté française pour l'accueil d'enfants dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, de sorte que seulement les organismes unilingues (néerlandophones ou francophones) avaient l'obligation d'autorisation.

Pour les institutions « bilingues » (néerlandophone et francophone) et les institutions organisées en tout ou en partie dans une autre langue que seulement en français ou en néerlandais, ainsi que pour les personnes physiques qui n'ont pas volontairement demandé une autorisation auprès de Kind&Gezin ou ONE, il n'y avait jusqu'à présent pas d'obligation d'autorisation, faute de réglementation de la Commission communautaire commune en ce sens.

Afin de combler ce vide juridique, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune a approuvé le 23 mars 2017 une ordonnance portant organisation des milieux d'accueil pour enfants. Cette ordonnance oblige les crèches bicommunautaires à avoir une autorisation pour pouvoir fonctionner en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Tout pouvoir organisateur d'un milieu d'accueil relevant de la compétence de la Commission communautaire commune, devra préalablement au fonctionnement du milieu d'accueil, et aussi longtemps que l'accueil d'enfants se poursuit, disposer d'une autorisation du Collège réuni.

Lorsqu'il n'y a pas (ou plus) d'autorisation, l'institution sera mise en demeure d'obtenir l'autorisation du Collège ou d'une Communauté sous peine de fermeture du milieu d'accueil.

En exécution de cette ordonnance, un arrêté a été rédigé en concertation avec les experts de Kind&Gezin et de l'ONE, lequel précise les conditions générales d'autorisation, dont les exigences minimales qui sont décrites dans l'ordonnance, ainsi que les procédures d'octroi, de refus et de retrait de l'autorisation. Cet arrêté était approuvé en première lecture par le Collège réuni le 6 juillet 2017.

Entretiens, un accord de coopération a été élaboré entre la COCOM et les Communautés flamande et française et ce pour deux raisons. La première en vue d'échanger des informations entre les administrations pour permettre une bonne application de la réglementation et pour éviter que certaines institutions échappent à la réglementation. La deuxième en vue d'une organisation commune entre les administrations des inspections auprès des milieux d'accueil pour permettre à la Cocom d'être assisté par les experts de Kind&Gezin/Zorginspectie et ONE.

Cet accord de coopération est essentiel pour l'exécution de l'ordonnance et de l'arrêté d'exécution de la Cocom sur les crèches ; dès lors, l'ordonnance et l'arrêté d'exécution n'entreront en vigueur que dès l'entrée en vigueur de l'accord de coopération.

Commentaire de l'article du projet de décret

L'article 1^{er} approuve l'accord de coopération.

Commentaires des articles de l'accord de coopération

L'article 1^{er} décrit les objectifs de l'accord de coopération, c'est-à-dire, organiser l'échange d'informations concernant l'application de l'obligation d'autorisation pour l'accueil d'enfants, tel que défini à l'article 2, 2° de l'ordonnance du 23 mars 2017 portant organisation des milieux d'accueil pour enfants, ainsi que régler une coopération pour le contrôle du respect de cette obligation d'autorisation.

L'article 2 comporte quelques définitions.

Le titre 2 concerne l'échange d'informations.

L'article 3 décrit, pas par pas et de façon détaillée, la collaboration des administrations différentes en cas de constat d'un milieu d'accueil non autorisé dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

L'article 4 décrit les engagements des parties dans le cadre de cette collaboration:

- Veiller à l'application cohérente des réglementations, dans l'optique d'assurer un contrôle effectif et une autorisation effective de tous les milieux d'accueil sur le territoire bruxellois ;
- Organiser un système d'échange d'informations permanent et interactif par voie électronique relatives aux milieux d'accueil sur le territoire bruxellois ;

- S'informer des modifications aux réglementations ;
- Avoir une concertation au moins tous les trimestres ;
- Avoir une concertation ad hoc si nécessaire afin de déterminer la compétence.

Le titre 3 concerne l'organisation des inspections.

L'article 5 décrit le déroulement des inspections visées à l'article 8 de l'ordonnance, c'est-à-dire les inspections des milieux d'accueil relevant de la compétence de la Commission communautaire commune. Le principe est que le membre du personnel compétent du service Cocom est assisté soit par un membre du personnel compétent de l'ONE soit par un membre du personnel compétent de Zorginspectie ou Kind en Gezin, et ceci de façon alternée. Ainsi la Cocom peut profiter de l'expertise de l'ONE et de Kind en Gezin/Zorginspectie.

Le titre 4 (articles 6 jusqu'au 9) contient les dispositions finales.

Samenwerkingsakkoord met betrekking tot kinderopvang in Brussel

Gelet op het Verdrag van 20 november 1989 betreffende de rechten van het kind;

Gelet op artikelen 128 en 135 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 5, §1, II, 1°, en artikel 92bis, §1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikelen 60 en 63;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 9 mei 2014 houdende de procedures voor de aanvraag en de toekenning van de vergunning en de subsidies voor gezinsopvang en groepsopvang van baby's en peuters;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.";

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen;

Accord de coopération relatif à l'accueil des enfants à Bruxelles

Vu la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant;

Vu les articles 128 et 135 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 5, §1^{er}, II, 1°, et l'article 92bis, §1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les articles 60 et 63;

Vu le décret de la Communauté flamande du 20 avril 2012 portant organisation de l'accueil de bébés et de bambins ;

Vu l'arrêté du gouvernement flamand du 9 mai 2014 portant les procédures relatives à la demande et l'octroi de l'autorisation et des subventions pour l'accueil familial et de groupe de bébés et de bambins;

Vu le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;

Gelet op het reglement van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » houdende de opvangvergunning, zoals goedgekeurd door het besluit van 1 februari 2017 van de Regering van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 maart 2017 houdende de organisatie van kinderopvang;

Gelet op het besluit van het Verenigd College ...

Overwegende dat de toegang tot een kwaliteitsvol kinderopvangmilieu een recht is voor het kind en dat het opvangmilieu het kind moet toelaten zich te ontwikkelen op fysisch, psychologisch en sociaal vlak, in een kader en volgens een pedagogisch project aangepast aan de leeftijd;

Overwegende dat het raadzaam is om de coherentie inzake het beleid inzake kinderopvang te versterken door een samenwerking van de op dat vlak bevoegde administraties in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

TUSSEN

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-president en van de Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Franse Gemeenschapsregering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister van Kinderwelzijn,

Vu le règlement de l'Office de la Naissance et de l'Enfance relatif à l'autorisation d'accueil tel qu'approuvé par l'arrêté du 1^{er} février 2017 du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 23 mars 2017 portant l'organisation des milieux d'accueil pour enfants;

Vu l'arrêté du Collège réuni ...

Considérant que l'accès à un milieu d'accueil de qualité est un droit pour l'enfant et que le milieu d'accueil doit lui permettre de s'épanouir sur le plan physique, psychologique et social, dans un cadre et selon un projet pédagogique approprié à son âge;

Considérant qu'il convient de renforcer la cohérence dans les politiques destinées à l'accueil de la petite enfance par la collaboration des administrations compétentes en la matière dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

ENTRE :

La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne du Ministre-président et du Ministre du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne du Ministre-président et de la Ministre de l'Enfance,

De Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,
vertegenwoordigd door het Verenigd
College van de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie, in de persoon
van de Voorzitter van het Verenigd College
en van de Ministers voor Bijstand aan
Personen,

Hun eigen bevoegdheden gezamenlijk
uitoefenend, werd overeengekomen
hetgeen volgt:

1) Algemene bepalingen

Artikel 1. De bedoeling van dit
samenwerkingsakkoord bestaat erin om de
uitwisseling van informatie te organiseren
m.b.t. de toepassing van de vergunningsplicht
voor kinderopvang van kinderen zoals
omschreven in artikel 2, 2° van de ordonnantie
van 23 maart 2017 houdende de organisatie
van kinderopvang alsook om de samenwerking
te regelen voor het toezicht op de naleving van
deze vergunningsplicht.

Art. 2. In dit samenwerkingsakkoord wordt
verstaan onder:

1° Kind en Gezin: het Intern verzelfstandigd
agentschap, opgericht bij het decreet van de
Vlaamse Gemeenschap van 30 april 2004 tot
oprichting van het Intern verzelfstandigd
agentschap met rechtspersoonlijkheid Kind en
Gezin;

2° Zorginspectie: Zorginspectie van het
Departement Welzijn, Volksgezondheid en
Gezin, vermeld in artikel 3, § 2, derde lid, van
het besluit van de Vlaamse Regering van 31
maart 2006 betreffende het Departement
Welzijn, Volksgezondheid en Gezin, betreffende
de inwerkingtreding van regelgeving tot
oprichting van agentschappen in het
beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en
Gezin en betreffende de wijziging van
regelgeving met betrekking tot dat
beleidsdomein;

La Commission communautaire commune,
représentée par le Collège réuni de la
Commission communautaire commune, en
la personne du Président du Collège réuni
et des Ministres en charge de l'Aide aux
personnes,

Exerçant conjointement leurs propres
compétences, il a été convenu ce qui
suit :

1) Dispositions générales

Article 1^{er}. Les objectifs de cet accord de
coopération sont d'organiser l'échange
d'informations concernant l'application de
l'obligation d'autorisation pour l'accueil
d'enfants tel que défini à l'article 2, 2° de
l'ordonnance du 23 mars 2017 portant
organisation des milieux d'accueil pour enfants,
ainsi que de régler une coopération pour le
contrôle du respect de cette obligation
d'autorisation.

Article 2. Dans le présent accord de
coopération, on entend par :

1° Kind en Gezin : l'agence autonomisée
interne, créée par le décret de la Communauté
flamande du 30 avril 2004 portant création de
l'agence autonomisée interne dotée de la
personnalité juridique « Kind en Gezin »;

2° Zorginspectie : L'Inspection des soins du
Département Bien-être, Santé publique et
Famille, mentionnée à l'article 3, § 2, troisième
alinéa, de l'arrêté du Gouvernement flamand
du 31 mars 2006 concernant le Département
de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la
Famille, relatif à l'entrée en vigueur de la
réglementation créant des agences dans le
domaine politique Aide sociale, Santé publique
et Famille et modifiant la réglementation
concernant ce domaine politique ;

3° Office de la Naissance et de l'Enfance, en
abrégé ONE : l'organisme d'intérêt public

3° Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort ONE: de instelling van openbaar nut ingesteld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

4° De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissiedienst, afgekort de GGC-dienst: de door het Verenigd College aangeduide bevoegde dienst voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

5° Ordonnantie: de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 maart 2017 houdende de organisatie van kinderopvang.

2) Uitwisseling van informatie

Art. 3. §1. Om na te gaan welke van de partijen bevoegd is, dient nagegaan te worden wat de taal is van de organisatie van de kinderopvanglocatie. Hiertoe dient ondermeer rekening te worden gehouden met de taal van de documenten die betrekking hebben op de organisatie van de opvang, zoals het huishoudelijk reglement, de arbeidsovereenkomsten, de inlichtingenfiche en de aanwezigheidsfiche, het kwaliteitshandboek, aanduidingen in de locatie, flyers en brochures.

§2. Bij vaststelling van een niet-vergunde kinderopvanglocatie in het tweetalig gebied van Brussel-Hoofdstad werken Kind en Gezin, ONE en de GGC-dienst samen als volgt:

1° De administratie die kennis krijgt van een niet-vergunde kinderopvanglocatie verifieert deze informatie bij de andere administraties om te weten of er een vergunning bestaat in hoofde van hun reglementering dan wel een vergunningsaanvraag hangende is;

2° Indien er nergens een vergunning bestaat, gaat de GGC-dienst over tot vaststelling overeenkomstig artikel 8 van de ordonnantie;

3° Indien de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd blijkt te

institué par le Décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant la réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

4° Le service de la Commission communautaire commune, en abrégé le service Cocom : le service compétent pour la Commission communautaire commune, désigné par le Collège réuni;

5° Ordonnance : l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 23 mars 2017 portant organisation des milieux d'accueil pour enfants.

2) Échange d'informations

Article 3. §1. Afin de vérifier quelle partie est compétente, la langue de l'organisation du milieu d'accueil doit être vérifiée. A cette fin, il faut tenir compte notamment de la langue des documents concernant l'organisation de l'accueil, comme le règlement intérieur, les contrats de travail, la fiche de renseignements et la fiche de présence, le manuel de qualité, des indications dans la location, des flyers et des brochures.

§2. En cas de constat d'un milieu d'accueil non autorisé dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, Kind en Gezin, l'ONE et le service Cocom collaborent comme suit :

1° L'administration qui est informée d'un milieu d'accueil non autorisé, vérifie cette information auprès des autres administrations pour savoir s'il existe une autorisation en vertu de leur réglementation ou si une demande d'autorisation est pendante;

2° Si aucune autorisation n'existe, le service Cocom procède à la constatation conformément à l'article 8 de l'ordonnance ;

3° Si la compétence de la Commission communautaire commune est avérée, le service Cocom envoie une mise en demeure de mise en conformité conformément à l'article 5

zijn, stuurt de GGC-dienst een aanmaning om zich in regel te stellen overeenkomstig artikel 5 van de ordonnantie en zo nodig een sluitingsbevel overeenkomstig artikel 6 van de ordonnantie. Zij bezorgt eveneens aan Kind en Gezin en ONE een kopie van het proces-verbaal van vaststelling van de aanmaning en desgevallend van het sluitingsbevel;

4° Indien de kinderopvanglocatie niet onder de bevoegdheid valt van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, maakt de GGC-dienst het dossier onverwijld over aan de administratie van de bevoegde overheid, die overeenkomstig haar wetgeving overgaat tot aanmaning van de kinderopvanglocatie om zich in regel te stellen en desgevallend tot haar sluiting, en de andere administraties op de hoogte houdt van het verloop van het dossier. Kind en Gezin maakt hiertoe toepassing van de artikelen 18 t.e.m. 21 van het decreet van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters, en ONE maakt hiertoe toepassing van de artikelen 53 tot 62 van het Règlement van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" houdende de opvangvergunning, zoals goedgekeurd door het besluit van 1 februari 2017 van de Regering van Franse Gemeenschap;

5° Van zodra er na de aanmaning, bedoeld onder 3° en 4°, een vergunningsaanvraag wordt ingediend bij één van de administraties, wordt deze behandeld conform de regelgeving van de betrokken overheid en informeert de betrokken administratie de andere administraties daarover, alsook over het resultaat van die aanvraag;

6° Indien tijdens de aanvraagprocedure blijkt dat een andere dan de behandelende overheid bevoegd is, maakt de behandelende administratie het dossier onverwijld over aan de administratie van de bevoegde overheid, die de andere administraties informeert over het gevolg dat aan het dossier wordt gegeven;

7° De administraties informeren elkaar wederzijds over elke intrekking van vergunning, schorsing van vergunning en/of sluiting van een opvanglocatie. Ze communiceren ook de motivatie van de

de l'ordonnance et, le cas échéant, un ordre de fermeture conformément à l'article 6 de l'ordonnance. Ils fournissent également à Kind en Gezin et à l'ONE une copie du procès-verbal de constat de la mise en demeure et si nécessaire de l'ordre de fermeture;

4° Si le milieu d'accueil ne ressort pas de la compétence de la Commission communautaire commune, le service Cocom transmet le dossier sans délai à l'administration de la collectivité fédérée compétente qui, conformément à sa propre législation, procède à la mise en demeure de mise en conformité du milieu d'accueil ou, le cas échéant, à sa fermeture, et informe les autres administrations du suivi du dossier. A cet effet, Kind en Gezin applique les articles 18 à 21 inclus du décret du 20 avril 2012 portant organisation de l'accueil de bébés et de bambins, et l'ONE applique les articles 53 à 62 du Règlement de l'Office de la Naissance et de l'Enfance relatif à l'autorisation d'accueil tel qu'approuvé par l'arrêté du 1^{er} février 2017 du Gouvernement de la Communauté française;

5° Dès qu'une demande d'autorisation est introduite auprès de l'une des administrations après la mise en demeure visée aux points 3 et 4, cette administration traite la demande conformément à la réglementation de la collectivité fédérée concernée et elle en avertit les autres administrations, et les informe de la suite réservée à la demande ;

6° S'il s'avère, pendant la procédure de traitement de la demande, qu'une autre collectivité fédérée que celle qui traite le dossier est compétente, l'administration qui traite le dossier le transmet sans délai à l'administration de la collectivité fédérée compétente, qui informe les autres administrations de la suite réservée au dossier ;

7° Les administrations s'informent mutuellement de tout retrait d'autorisation, de suspension d'autorisation et/ou de fermeture d'un milieu d'accueil. Elles communiquent également la motivation de la décision de retrait ou de refus d'autorisation ;

beslissing tot intrekking of tot weigering van vergunning;

8° Indien de vergunning wordt geweigerd of ingetrokken omdat de overheid aan wie de vergunning werd gevraagd of die de vergunning heeft afgeleverd niet of niet meer bevoegd is, maakt de administratie van de betrokken overheid het dossier onverwijld over aan de administratie van de bevoegde overheid, zodat deze haar handhavingprocedure zoals bedoeld in 3° of 4° kan toepassen.

Art. 4. De partijen verbinden zich ertoe:

1° Toe te zien op een coherente toepassing van de wet- en regelgeving van de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in het tweetalig gebied van Brussel-Hoofdstad, met het oog op het verzekeren van een effectieve controle en een effectieve vergunning van alle kinderopvangmilieus die op het betrokken grondgebied opvang van kinderen jonger dan 3 jaar organiseren, en dit met respect voor de verdeling van de bevoegdheden zoals geregeld door de artikelen 128, § 2, en 135 van de Grondwet.

2° Een systeem te organiseren waarbij er via elektronische weg op permanente en interactieve wijze informatie uitgewisseld wordt over - en een inventaris opgesteld wordt van- de vergunningen, en de weigeringen, schorsingen en intrekkingen van vergunning, afgeleverd aan de kinderopvangmilieus in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, de kenmerken van deze kinderopvangmilieus, alsook de sluitingen van deze kinderopvangmilieus.

3° Elkaar te informeren van alle wijzigingen die worden aangebracht in hun respectievelijke reglementering;

4° Minstens elk kwartaal overleg te hebben, waarbij minstens hetgeen onder 1°, 2° en 3° staat aan bod komt;

5° Ad hoc overleg te plegen indien dit nodig blijkt om in het kader van de toepassing van artikel 3 de bevoegdheid te bepalen

8° Si l'autorisation est refusée ou retirée au motif que le milieu d'accueil ne ressort pas ou plus de la compétence de la collectivité fédérée auprès de laquelle elle a sollicité l'autorisation ou qui lui a délivré l'autorisation, l'administration de cette collectivité fédérée transmet le dossier sans délai à l'administration de la collectivité fédérée compétente en vue de l'application de la procédure de contrainte, telle que visée au point 3 ou 4 ci-dessus.

Article 4. Les parties s'engagent :

1° À veiller à l'application cohérente de la législation et de la réglementation de la Communauté flamande, de la Communauté française et de la Commission communautaire commune dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, dans l'optique d'assurer un contrôle effectif et une autorisation effective de tous les milieux d'accueil qui organisent l'accueil des enfants de moins de 3 ans sur le territoire concerné, et ce, dans le respect de la répartition des compétences telle que réglée par les articles 128, § 2, et 135 de la Constitution.

2° À organiser un système d'échange d'informations permanent et interactif par voie électronique ainsi qu'un inventaire des autorisations, des refus, des suspensions et des retraits d'autorisations, délivrées aux milieux d'accueil dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, des caractéristiques de ces milieux d'accueil, ainsi que des fermetures de ces milieux d'accueil. 3° A s'informer de toutes modifications qui seront apportées à leur réglementation respective.

4° À avoir une concertation au moins tous les trimestres, relative au minimum aux points 1° , 2° et 3° ;

5° A avoir une concertation ad hoc si celle-ci paraît nécessaire afin de déterminer la compétence dans le cadre de l'application de l'article 3

3) Organisatie van de inspecties

Art. 5. De inspecties zoals bedoeld in artikel 8 van de ordonnantie worden uitgeoefend door een hiertoe bevoegd personeelslid van de GGC-dienst, die zich hierbij laat bijstaan, hetzij door een hiertoe bevoegd personeelslid van ONE, hetzij door een hiertoe bevoegd personeelslid van Zorginspectie of Kind en Gezin. De personeelsleden van ONE dan wel Zorginspectie of Kind en Gezin begeleiden het personeelslid van de GGC-dienst op alternerende wijze, zodat de inspecties op een evenwichtige wijze verdeeld worden tussen de verschillende diensten. Deze personeelsleden hebben dezelfde toegangsrechten als de personeelsleden van de GGC-dienst, zoals omschreven in artikel 8 van de ordonnantie.

De inspecties zoals vermeld in het eerste lid vinden plaats op verzoek van de GGC-dienst telkens dit noodzakelijk is voor de toepassing van de ordonnantie.

De verslagen van de inspecties zoals vermeld in het eerste lid worden opgemaakt door het personeelslid van de GGC-dienst, in samenspraak met het aanwezige personeelslid van de andere dienst. De verslagen worden ondertekend door elke aanwezige inspecteur/inspectrice. Ingeval van een onenigheid tussen de aanwezige inspecteurs/inspectrices vindt er op initiatief van de GGC-dienst een overleg plaats tussen de betrokken partijen. Indien de GGC-dienst vaststelt dat geen consensus mogelijk is, beslist de GGC-dienst.

4) Slotbepalingen

Art. 6. Het samenwerkingsprotocol met betrekking tot kinderopvang in Brussel van 28 april 2017 wordt opgeheven.

Art. 7. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van bekendmaking in het

3) Organisation des inspections

Article 5. Les inspections visées à l'article 8 de l'ordonnance sont effectuées par un membre du personnel compétent du service Cocom, assisté soit par un membre du personnel compétent de l'ONE soit par un membre du personnel compétent de Zorginspectie ou Kind en Gezin. Les membres de l'ONE ou de Zorginspectie/Kind en Gezin accompagnent le membre du service Cocom de façon alternée, pour que les inspections soient partagées de façon équilibrée entre les différents services. Ces membres ont les mêmes droits d'accès que les membres du service Cocom, comme décrit dans l'article 8 de l'ordonnance.

Les inspections visées au premier alinéa ont lieu à la demande du service Cocom à chaque fois qu'elles s'avèrent nécessaires pour assurer l'application de l'ordonnance.

Les rapports des inspections visées au premier alinéa sont rédigés par le membre du service Cocom, en concertation avec le membre présent de l'autre service. Les rapports sont signés par chaque inspecteur/inspectrice présent(e). En cas de désaccord entre les inspecteurs/inspectrices présent(e)s, il y a, sur l'initiative du service Cocom, une concertation entre les parties concernées. Si le service Cocom constate ensuite qu'un consensus n'est pas possible, le service Cocom décide.

4) Dispositions finales

Article 6. Le protocole de coopération relatif à l'accueil des enfants à Bruxelles du 28 avril 2017 est abrogé.

Article 7. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au

Belgisch Staatsblad van de laatste instemmingsakte uitgaande van de contracterende partijen.

De GGC verbindt er zich toe om de ordonnantie in werking te laten treden op dezelfde dag als die van de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord.

Art. 8. Dit samenwerkingsakkoord wordt na 1 jaar geëvalueerd, ondermeer voor wat betreft de operationele en financiële aspecten verbonden aan de inspectie en voor wat betreft de impact van wijzigingen in de reglementering van één van de partijen, en daarna om de drie jaar of op vraag van één van de partijen.

Art. 9. Elke contracterende partij kan het samenwerkingsakkoord opzeggen mits ze een opzegtermijn van 1 jaar in acht neemt.

De opzegtermijn gaat in vanaf het ogenblik dat de opzeggende partij haar intentie tot opzegging heeft bekendgemaakt aan de overige contracterende partijen.

Opgemaakt te Brussel opin 3 exemplaren, waarvan iedere partij bevestigt een exemplaar ontvangen te hebben.

Voor de Vlaamse Gemeenschap:
De Minister-president

Moniteur belge du dernier acte d'assentiment émanant des parties contractantes.

La Cocom s'engage à laisser entrer en vigueur l'ordonnance le même jour que celui de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération.

Article 8. Le présent accord de coopération fera l'objet d'une évaluation après 1 an, y compris pour les aspects opérationnels et financiers liés à l'inspection et pour l'impact des modifications dans la réglementation d'une des parties, et puis chaque trois ans ou à la demande d'une des parties.

Article 9. Chaque partie contractante peut dénoncer l'accord de coopération moyennant un préavis de un an. Le délai de préavis prend cours à la date à laquelle la partie qui dénonce informe les autres parties contractantes de son intention de mettre fin à l'accord de coopération.

Fait à Bruxelles le, en 3 exemplaires, dont chaque partie confirme avoir reçu un exemplaire.

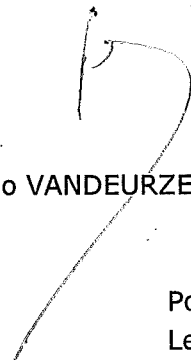
Pour la Communauté flamande :
Le Ministre-président



Geert BOURGEOIS

De Minister van Welzijn, Volksgezondheid
en Gezin,

Le ministre flamand du Bien-Être, de la
Santé Publique et de la Famille,



Jo VANDEURZEN

Voor de Franse Gemeenschap:
De Minister-president

Pour la Communauté française :
Le Ministre-président



Rudy DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,

La Ministre de l'Enfance,



Aida GREOLI

Voor de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie:
De Voorzitter van het Verenigd College

Pour la Commission communautaire
commune :
Le Président du Collège réuni



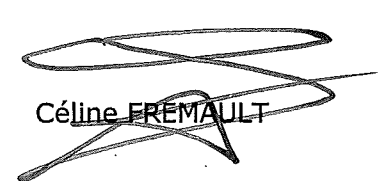
Rudy VERVOORT

De Ministers voor Bijstand aan Personen,

Les Ministres en charge de l'Aide aux
personnes,



Pascal SMET



Céline FREMAULT